

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie
Reflection on the conditions for the emergence of the banking and financial system in the context of economic reforms in Algeria

LAZREG Mohammed¹
Université de Sidi bel abbes (Algérie)
لزرق محمد
جامعة سيدي بلعباس (الجزائر)
m.lazreg222@yahoo.fr

Reçu le: 12/05/2020

Accepté le: 28/05/2020

Publié le : 04/06/2020

Résumé:

L'Algérie s'est orientée vers l'économie de marché. Le passage d'une économie d'endettement à une économie de marché où le marché des capitaux joue un rôle principal dans la croissance, implique une réforme globale du schéma de financement de l'économie nationale. Le système bancaire et financier doit consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie en Algérie en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance.

Mots-clés: Système bancaire, Réformes économiques, Gouvernance.

codes de classification JEL : O22 ; R13

Abstract :

Algeria has moved towards a market economy. In fact, the transition from a debt economy to a market economy where the capital market plays a major role in growth, in our view implies a comprehensive reform of the financing scheme of the national economy. The banking and financial system must make more efforts to improve quantitatively and qualitatively the financing of the economy in Algeria by strengthening prevention and supervision within the framework of good governance.

Keywords: Banking system; Economic reforms; Governance.

JEL classification codes: O22 ; R13

¹ ***LAZREG Mohammed, m.lazreg222@yahoo.fr***

Introduction :

(Mihoubi, 1998) souligne qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose. L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive. L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. ; Nous vivons maintenant avec le spectre de l'après-pétrole qui peut se matérialiser à n'importe quel moment. Aussi, l'Algérie a besoin d'une stratégie de riposte, et le plus rapidement possible.

Pour (Sari, 2011) le secteur financier joue un rôle fondamental dans l'accélération des processus d'échanges de biens et de service ; il est à l'origine de toutes les allocations optimales des ressources financières devant stimuler l'activité économique, l'emploi, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'innovation. Un secteur financier efficace permet aux ménages de maintenir leur consommation en temps troubles et aide les entreprises à opérer les adaptations conjoncturelles des facteurs de production.

(Bouzar, 2010) estime que la bourse constitue un site économique et financier important pour jouer un véritable rôle dans le passage de l'économie d'endettement vers une économie régulée par le marché. Pour sa part, (Nouioua, 2017) souligne qu'un marché financier ne s'improvise pas. Il se constitue graduellement dans la mesure où les dispositions à prendre sont menées d'une manière judicieuse de façon à accroître les transactions tout en les rendant attractives aussi bien pour ceux qui font l'offre que pour ceux qui font la demande. En devenant actif le marché financier fournira de nouveaux instruments financiers susceptibles de drainer vers les entreprises, l'Etat ; les institutions publiques de substantielles ressources. En Algérie, la lente évolution de la sphère réelle, la restructuration encore inachevée du marché intérieur, l'immaturité de certains projets, l'insuffisance de l'offre bancaire et la concurrence souvent déloyale des activités informelles et des produits importés ont fragilisé les relations entreprise-banque et n'ont pas favorisé leur synergie, indispensable à la croissance économique comme nous l'avons souligné.

Le système bancaire et financier doit consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie en veillant au respect du cadre normatif d'intervention et en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance.

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie

Dans ce cadre, (Lamiri, 2013) met en évidence que nous avons un système financier à 90% public qui consacre l'essentiel de ses activités à l'importation et un volume important de ses crédits à financer les entreprises publiques déstructurées qui n'ont aucune chance d'améliorer leur efficacité et de rembourser leurs crédits. (Grim, 2012) note que la réforme du système bancaire national est étroitement liée à la transformation de l'environnement dans lequel il évolue et plus particulièrement au redéploiement de l'administration économique de l'Etat qui doit se réformer pour accompagner la transition vers l'économie de marché et soutenir l'entreprise dans la production de richesses.

Problématique :

Une question centrale est au cœur de notre problématique dans le cadre de notre article :

- **Quels sont les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour une émergence d'un système bancaire et financier performant dans le cadre des réformes économiques en Algérie ?**

Hypothèse :

Pour résoudre cette problématique, nous avons émis l'hypothèse suivante :

- Il s'agit pour le système bancaire et financier de soutenir la relance économique. Aussi, des leviers fondamentaux doivent être mis en œuvre pour une émergence du système financier dans son ensemble en Algérie et ce, dans le cadre des réformes économiques.

I. Quelques lacunes ayant trait au financement de l'entreprise via le système bancaire en Algérie :

De la banque administrée d'hier à la banque autonome d'aujourd'hui, la rupture doit nécessairement et définitivement se produire sur tous les plans et notamment au niveau des mentalités. L'économie de marché, ce n'est pas seulement une organisation socio-économique, c'est aussi un état d'esprit et une culture. L'enjeu est de taille, car l'activité bancaire revêt une dimension stratégique. Les contraintes rencontrées dans ce domaine sont de plusieurs ordres.

Pour (Naas, 2003) la situation du secteur bancaire est le résultat de politiques incohérentes poursuivies depuis de nombreuses années. Les résultats négatifs de ces politiques ont été aggravés par des comportements qu'elles ont induits.

1. Les contraintes managériales liées aux banques :

1.1. Le déficit managérial :

Le déficit chronique de management de la majorité des banques et des entreprises se manifeste à travers un ensemble de pratiques, dont nous énumérons, ci-après, les principales :

- Absence de délégation de pouvoir et de synergie entre les différents organes de gestion de l'entreprise et de la banque ;
- Incapacité à maîtriser les mutations de l'entreprise et son environnement ;
- Démotivation croissante des personnels et tendance à la destruction de potentiels de compétence ;
- Absence d'initiatives stratégiques dans la prise en charge des contraintes, et dysfonctionnement de l'entreprise et de la banque ;
- Prédominance de la culture du conflit sur la culture de la coopération entre les différents partenaires des institutions ;
- Prédominance des pratiques informelles de gestion et de communication, sur l'investissement dans la systématisation des structures, les procédures, les valeurs culturelles du travail et de la production.

1.2. Le manque de formation :

Pour faire face à la concurrence mondiale, il est nécessaire que les banquiers algériens puissent avoir une formation bancaire d'un niveau Occidentale et qui s'avère indispensable. Les banquiers doivent se former dans les différentes techniques afférentes aux nouvelles "technologies bancaires mondiales". On peut citer par exemple, les formations dans les domaines suivants :

- La communication financière et bancaire ; les techniques du commerce international ; Les techniques de financement des investissements ; le système d'information ; La gestion des risques ; l'informatique....

II. Les banques comme unique moyen de financement :

En Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie.

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie

Tableau 1 : marché du crédit bancaire en 2018 (Montants exprimés en Dollars)

	Nombre d'agences	Ressources collectées	Montants des crédits	CMLT	Crédits au secteur Public	Crédits au secteur privé
Banques Publiques	1094	86,6	57,1	42	36	21,5
Banques Étrangères	315	13,4	8,9	3		8,5
Total	1409	100	66	45	36	30

Source : Benachenhou A (2019) : *L'Algérie. Sortir de la crise. Editions Ed Diwan ; p 226-228*

En 2018, le secteur bancaire compte 1409 agences ; soit un guichet pour 25600 habitants contre 1 pour 7437 habitants en Tunisie.

- Le réseau des banques publiques comprend 1094 agences : 78%.
- Les banques étrangères disposent de 315 agences : 22%.
- Les crédits distribués par les banques publiques (57,1 milliards de dollars) se décomposent en crédits à court terme (12 milliards de dollars), crédits à moyen terme (13 milliards de dollars) et crédits à long terme (32 milliards de dollars pour le financement de projets d'investissement notamment, mais pas uniquement dans les secteurs de l'énergie et de l'eau).
- Les banques publiques assurent la totalité du financement long du secteur public ; soit environ 31,2 milliards de dollars. Elles ont un encours de crédit sur le secteur privé d'environ 21 milliards de dollars et restent la principale source de crédit au secteur privé (Benachenhou, 2019).

2.1. L'excellence organisationnelle : fondement de la compétitivité des banques

Afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, les banques doivent entreprendre un certain nombre d'actions :

- L'amélioration de la qualité de service et de l'image de marque ; La poursuite d'une politique d'octroi de crédits sains et rentables ;
- Une dynamisation de la relation banque-entreprise .Susciter la création de sociétés de « capital risque » et de leasing d'une part, et d'un fonds de développement des investissements afin de pallier l'insuffisance de l'autofinancement des investisseurs ;

- Assister les entreprises en matière de : restructuration, d'ingénierie financière ;
- L'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des opérations ;
- L'optimisation de l'outil informatique ; La formation du personnel....
- L'extension du réseau bancaire.

La banque étant d'elle-même une entreprise, ses activités doivent reposer sur une stratégie. Pour s'en donner une, la banque procède en la matière comme n'importe quelle entreprise.

2.2. Le dialogue banque-entreprise en Algérie : vecteur d'un management efficient

Le climat des affaires en Algérie est difficile et l'environnement de l'entreprise est défavorable. Il y a autant de reproches à faire à l'environnement qu'il y en a à faire à l'entreprise de la part des institutions. Les entreprises reprochent aux banques de ne pas les aider, mais ces dernières reprochent à leur tour leur manque de transparence et la qualité des informations financières qu'elles fournissent. L'entreprise doit faire un effort de gouvernance en mettant en place la transparence en précisant les responsabilités et une stratégie de croissance.

(Lakhlef, 2010) met en évidence que les stratégies échouent très souvent, non pas parce qu'elles sont infondées en soi, mais parce qu'elles ne sont pas accompagnées d'une communication suffisante, pas plus qu'elles ne sont déclinées en plans d'action opérationnels ni pilotées.

III. Un marché financier performant : levier d'action pour une émergence du système bancaire et financier en Algérie

(Monnier, Mahier-Lefrancois, 2016) mettent en relief que les marchés financiers ont comme mission principale de participer au financement de l'économie, c'est-à-dire d'organiser la rencontre entre les agents à besoin de financement (investissement des entreprises, financement de la dette de l'Etat) et ceux à capacité de financement (habituellement les ménages). Le marché est un lieu d'échange sur lequel l'épargnant doit pouvoir être assuré de retrouver la liquidité de ses avoirs en cas de nécessité en vendant ses valeurs mobilières.

(Mishkin, Bordes, Haut cœur, Labarthe, 2007) mettent en évidence que les marchés financiers qui fonctionnent bien sont un facteur clé dans la production d'une croissance économique élevée, alors que les marchés

inefficaces sont une des raisons pour lesquelles de nombreux pays dans le monde restent pauvres. Les activités sur les marchés financiers ont également des effets directs sur la richesse individuelle, et le comportement des entreprises et des consommateurs, et sur les fluctuations économiques.

(Carroué ,2015) note pour sa part que les marchés financiers sont organisés juridiquement, techniquement et économiquement en systèmes par de grands acteurs : Etats, banques, assurances ; fonds... par leurs pouvoirs de décision, leurs exigences, leurs critères et au final, leur action ; ils contribuent à remodeler en permanence à leur profit l'espace mondial en intervenant sur les différents marchés spécialisées des capitaux : monnaies et devises, actions, dettes ; matières première...Au total ; ils pilotent et organisent largement et concrètement par leurs stratégies la vie quotidienne et l'action journalières de milliards d'individus ; parfois jusque dans les espaces les plus reculés de la planète.

(Burlaud, Thauvron, Varch, 2007) indiquent que les marchés financiers permettent l'organisation optimale des transferts entre prêteurs et emprunteurs, en garantissant que ceux-ci s'effectuent au juste prix et à moindre cout : efficacité organisationnelle. Mais pour que des agents : individus, sociétés, banques acceptent de prêter des fonds, il faut qu'ils puissent en tirer une certaine rémunération car ils renoncent à disposer de leur argent sur la période du prêt.

(Biales, Leurion, Rivaud) mettent également en relief dans ce cadre que le marché financier a connu au cours des dernières années un développement particulièrement important en Occident. L'essor des principales bourses a facilité l'accès aux capitaux dont les entreprises industrielles et commerciales ont eu besoin pour investir.

3.1. La bourse des valeurs mobilières en Algérie : enjeu majeur pour les perspectives économiques

La bourse est une nécessité où on peut lire les perspectives économiques du pays. Les décideurs publics peuvent ajuster leurs politiques macroéconomiques à partir des indications boursières. Il en est de même pour le management d'une entreprise. Les cours des entreprises bien gérées s'améliorent. Ceux des firmes mal appréciées par la communauté des affaires se détériorent. Bien souvent, les managers ajustent leur management interne en fonction des réponses de la place boursière. Aussi, la bourse constitue un instrument en plus à la disposition de l'encadrement pour piloter l'entreprise. Un pays qui ne développe pas suffisamment sa place boursière se prive d'un

formidable outil de renationalisation macroéconomique et d'amélioration de la compétitivité des entreprises. En l'absence d'une bourse dynamique, les décideurs font référence dès fois à leur intuition. Lorsqu'on ignore les outils de pilotage macroéconomique et managériaux, il est difficile de prouver qu'on est dans l'erreur.

(Lamiri, 2013) note en ce sens que les secteurs financier publics des économies de marché efficaces développent les entreprises qui créent de la richesse et de l'emploi mais les bonnes, non celles qui gaspillent les ressources des citoyens.

3.2. Le rôle des banques dans les opérations financières :

(Mishkin, Bordes, Haut cœur et al) mettent en exergue que les banques et autres institutions financières font que les marchés financiers fonctionnent .Sans elles, les marchés financiers ne seraient pas capables de transférer les fonds des agents qui épargnent vers ceux qui ont des projets d'investissement. Par conséquent, leurs effets sur l'ensemble de l'économie sont importants.

Le rôle des banques dans les opérations financières est très important :

- Elles sont les conseillers éclairés et écoutés des émetteurs et épargnants ;
- Vis-à-vis des émetteurs, les banques précisent avec les sociétés les plans de financement qui leur sont proposés ;
- elles orientent leurs clients vers tel type d'opération adaptée à leurs besoins. Elles mettent au point la formule retenue.
- Vis-à-vis des épargnants : transmissions d'informations, centralisations et diffusions de renseignements économiques ou boursiers, suggestions de placement sont les principales formes du rôle de conseiller tenu par les banques ;
- Les banques sont également des intermédiaires entre l'offre et la demande de capitaux à long terme ;
- Intermédiaires naturels entre offre et la demande de capitaux à long terme, les banques ont un rôle important à jouer sur le marché financier, dans le placement et l'émission de valeurs mobilières et pendant la durée de la vie des titres ;
- C'est par elles que se nouent les rapports entre émetteurs et épargnants. A cet effet, les banques ont constitué des services spécialisés dont l'importance et l'appellation varient selon les établissements : affaires financières, services des titres et services de la bourse en Occident.

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie

(Lamiri, 2013) note que nous avons un système financier à 90% public qui consacre l'essentiel de ses activités à l'importation et un volume important de ses crédits à financer les entreprises publiques déstructurées qui n'ont aucune chance d'améliorer leur efficacité et de rembourser leurs crédits.

3.3. L'importance des instruments financiers :

Beaucoup de pays qui étaient dans la situation de l'Algérie et qui ont entamé les réformes économiques à la même période offrent aujourd'hui aux agents économiques une instrumentation et des mécanismes financiers adaptés aux signaux du marché. Qu'ils s'agissent de PME ou de grandes entreprises, les demandes encadrées par des mécanismes qui donnent la pleine mesure à l'économie de marché. Il en est ainsi du leasing, du capital investissement, de la titrisation, des fonds d'investissements, des fonds de garanties, de la bourse des organismes de placements de valeurs etc. Tous ces produits en vogue dans la plupart des pays convertis à l'économie de marché ont été initiés pour certains dans un contexte de crise et pour d'autres dans un contexte d'aisance financière. Dans les deux situations, ils ont permis au marché de se développer et de négocier la contrainte du financement qui conduit au blocage de la mécanique lourde de l'économie. Satisfaire les besoins ne suffit pas, il faut en susciter d'autres pour faire marcher l'économie et croître sans cesse. Aussi, avec la mondialisation, les techniques financières se sont standardisées. Notre pays a suivi le mouvement de manière administrative avec la volonté de mettre à la disposition du marché les techniques de financement les plus répandues et faciles à maîtriser par les prescripteurs. Mais ces nouveaux mécanismes de financement restent portés uniquement par les textes législatifs. Ils ne sont pas encore opérationnels pour différentes raisons. Certains dispositifs ont été introduits dans notre législation depuis deux décennies sans aucune déclinaison sur le terrain. D'autres ont été défendus et soutenus bec et ongles par leurs initiateurs sous le sceau de l'urgence parce qu'il apportait la bonne réponse aux problèmes qui sont posés, simplement, ils ne sont pas opérationnels à ce jour. Cette boulimie des mécanismes de financement n'a pas fait prospérer l'activité économique qui reste dépendante du seul marché du crédit et on se retrouve aujourd'hui avec des dispositifs inexploités qui ont fait leur preuve dans des contextes similaires. Aussi, on se retrouve dans le domaine de la finance avec des textes de lois sans prise sur la réalité, soit parce que cette dernière n'est pas assez mouvante pour les faire prospérer soit que la règle juridique, c'est-à-dire l'instrument ou le produit sont simplement projetés dans un futur incertain. Dans les deux cas, on aboutit au même résultat. Le factoring par exemple prévu par le

code de commerce n'a toujours pas trouvé forme pour venir au secours des entreprises qui sont dans une impasse de trésorerie en raison des longs délais de paiement qu'elles subissent et les contraintes liées au recouvrement des créances. La plupart des textes pris en matière financière ont certes innové en introduisant de nouvelles techniques, mais souvent ces techniques qui sont utilisés ailleurs ne trouvent pas dans notre pays un point d'appui pour se diffuser dans l'économie. Ce qui pose le problème de l'adaptation de ces règles au contexte local et l'environnement juridique national qui n'est toujours pas permissif parce que les relations entre opérateurs ne sont pas normées. Aussi, dans ce cadre la banque algérienne à un rôle important à jouer (Lamiri, 2013).

3.4. Les produits de placement :

(Langlois, Mollet, 2011) indiquent qu'au cours des années 80, le marché financier français a connu un essor caractérisé par la forte progression des émissions de valeurs mobilières et du volume des transactions boursières, et par la création de nouveaux produits financiers offerts aux investisseurs. Actuellement, les marchés financiers perdent leur caractère national. Ainsi, est née le 22 septembre 2000 Euronext, véritable bourse paneuropéenne transnationales, résultant de la fusion entre les bourses d'Amsterdam, Bruxelles et Paris.

3.5. Quelques indicateurs de la bourse d'Alger :

Il ya évidemment beaucoup de choses à faire et à encourager pour développer nos marchés financiers. Il s'agit d'un travail de fond et de longue haleine, mais les résultats seront perceptibles très rapidement si on enclenche une dynamique de mouvement et si on est animé d'une volonté à la hauteur des enjeux en question pour l'avenir de notre économie. La bourse est un moyen de lever et renforcer ses fonds propres. Une entreprise en forte croissance a besoin de fonds propres et ne peut financer sa croissance uniquement par dette bancaire. Les banques peuvent refuser de s'engager si le niveau d'endettement est trop élevé. La gouvernance d'entreprise fournit les outils pour surmonter ces appréhensions. Cela permet de distinguer le rôle des droits et obligations entre ceux qui sont propriétaire de l'entreprise et ceux qui sont gestionnaires.

Tableau 2 : les Indicateurs de la bourse d'Alger au 31/10/2018

Capitalisation boursières	42,69 milliards de Dinars
Nombre de sociétés cotées	05
Rendement net des actions cotées	Entre 5,83% et 10.98%
Encours des obligations du trésor public	398,42 milliards de dinars
Evolution de l'indice : Dzair Index	• +26,17% depuis sa création le 03/01/2008.

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie

	<ul style="list-style-type: none">• - 2,43% du 01/01/2017 au 31/10/2017.
PER (Price-earning ratio)	<ul style="list-style-type: none">• Biopharm : 5,06%• Alliance assurances : 5,64%• Saidal : 5,77%• EGH Chaine El Aurassi : 9,31%• NCA Rouiba : 19,50%
Nombre d'investisseurs en bourse	Plus de 13300 investisseurs

Source : *El Watan Economie du 6 novembre 2019.*

- La capitalisation boursière demeure faible, le nombre d'entreprises cotées également ;
- La bourse constitue une alternative aux financements bancaires dans la conjoncture actuelle. D'où la nécessité pour la bourse de recourir à ce mode de financement et redynamiser ce marché. Toutefois, le lancement d'un compartiment dédié au financement des petites et moyennes entreprises : PME en 2012 n'a pas changé la situation, ce qui fait qu'aujourd'hui, les entreprises ne se bousculent toujours pas à la bourse.

Les banques sont plus regardantes face au stress de liquidités. Une opportunité à saisir par la bourse pour assurer le décollage des entreprises afin de jouer un rôle dans le financement de l'économie nationale et réussir au final son intégration comme un mécanisme incontournable dans les circuits de mobilisation de l'épargne vers la sphère productive

IV. La valorisation des ressources humaines dans le domaine bancaire et financier en Algérie : Un enjeu primordial pour une émergence d'un marché financier et des institutions bancaires performantes

(Alary, Laloup, Stroussi, 2010) expliquent que la gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation.

Parler des ressources humaines ; ce n'est pas considérer que les hommes sont des ressources ; mais que les hommes ont des ressources. Le développement des talents, la formation, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la gestion des carrières et de la mobilité, deviennent des domaines majeurs d'expertise des DRH souligne (Perreti, 2015).

Le management en tant que culture de gestion visant à l'usage optimal des moyens de production de l'entreprise est imposé par l'environnement institutionnel, politique et social, ce n'est pas seulement une addition de

techniques neutres choisies en toute liberté par le manager et valides dans tous les contextes économiques et sociaux et sous tous les cieux. En effet, avant de se lancer dans le processus de réflexion stratégique qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs de l'entreprise, il y a lieu de réhabiliter le rôle stratégique des ressources humaines.

Les compétences sont au cœur de la gestion des ressources humaines. Pour qu'elles puissent devenir un véritable levier de performance et d'innovations, l'entreprise algérienne doit non seulement dresser l'inventaire ; mais elle doit surtout faire en sorte d'anticiper les mutations à venir pour s'adapter à toute forme de changement.

4.1. L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : Un vecteur d'un management bancaire et financier des talents

Pour (Lamiri, 2013) l'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un pays: la formation de longue durée et de recyclage, les technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels. A ce titre les dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après-demain avec les emplois qui vont avec souligne (Mekideche, 2008).

L'EFC doit concerner tous les segments des activités et tous les métiers. Les entreprises et les institutions financières et bancaires sont appelées à investir davantage dans l'acquisition du savoir technologique et la recherche appliquée, en ayant recours aux capacités existantes dans les centres de recherche et les universités. Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises- recherche .La mise à niveau des entreprises (la banque est considérée comme une entreprise) doit concerner à la fois l'appareil productif et les ressources humaines de plus en plus qualifiées pour y relever leur niveau technique (maîtrise de l'informatique) et managériale (langues étrangères, techniques de communication et de marketing .La mise en place de structures de planification et de prospective, de veille technologique s'impose également, dans la mesure où elles sont à l'EFC ce que les plans de bataille sont aux états major. La planification et la programmation trouvent leur

pleine signification dès lors que l'anticipation et la projection vers le futur sont prises en compte. La gestion de la connaissance est vitale car elle permet d'accroître les performances, d'élargir les marchés, d'innover de manière déterminante, de recruter stratégiquement et de transmettre le savoir. Les compétences sont au cœur de la gestion des ressources humaines. Pour qu'elles puissent devenir un véritable levier de performance et d'innovations, l'entreprise doit non seulement en dresser l'inventaire ; mais elle doit surtout faire en sorte d'anticiper les mutations à venir pour s'adapter à toute forme de changement souligne dans ce cadre (Buck, 2014).

4.2. La formation bancaire comme Levier de pilotage pour une efficience du système financier en Algérie :

Pour (Tashkin, Dietrich, 2016) l'entreprise a besoin de collaborateurs motivés pour atteindre ses résultats. La motivation est considérée comme un facteur déterminant de la performance au travail. Une politique de formation en général doit répondre à deux objectifs :

- Permettre d'adapter les agents de l'entreprise, (comme nous l'avons déjà mis en évidence, la banque est considéré comme une entreprise) aux changements structurels et aux modifications de travail impliquées par les évolutions technologiques, sociales et économiques ;
- Permettre de déterminer et d'assurer les innovations et les changements à mettre en place pour assurer le développement de l'entreprise d'une part, d'autre part mettre en œuvre la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisation.

4.3. La bonne gouvernance économique et financière : une nécessité vitale pour un développement du secteur financier et bancaire en Algérie

(Lamiri ,2013) souligne qu'en management, on affirme que le bon Dieu est le meilleur démocrate parce qu'il a distribué équitablement l'intelligence au sein des peuples. Mais l'organisation et la gouvernance des Etats font toute la différence note. Ainsi, lorsque nous avons un Etat organisé, avec des institutions administrées rationnellement par les meilleures compétences, nous sommes en présence d'un dragon économique. Lorsque les institutions de l'Etat sont désarticulées, gérées intuitivement, sans les processus d'intelligence et de cohérence, alors nous sommes en présence d'un Etat inefficace et destructeur au lieu d'être créateur de richesses. Schumpeter, le célèbre économiste a bien compris la relation entre l'efficacité de l'Etat et l'efficacité de la relance économique.

(Okamba, 2010) indique dans le même sens qu'il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises.

L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. Parmi les leviers fondamentaux de rupture pour un développement économique harmonieux et une efficacité institutionnelle en Algérie, il y a lieu de mettre en lumière : la gouvernance.

(Wirtz, 2008) affirme que la gouvernance recouvre l'ensemble des mécanismes qui ont pour effet de délimiter les pouvoirs et d'influencer les décisions des dirigeants ; autrement dit qui gouvernent leur conduite et définissent leur espace discrétionnaire

V. Les autres pistes de réflexion quant aux conditions d'émergence du secteur bancaire et financier en Algérie :

Nous tenterons de mettre en relief et ce, additivement aux autres points mis en exergue ci-dessus certaines conditions pour une émergence du système financier et bancaire en Algérie.

Pour (Benachenhou, 2015) les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? Certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en comparaison de sa demande pour le commerce.

(Lamiri, 2013) met en relief dans le cadre ayant trait aux réformes du secteur financier ce qui suit :

- Elaguer le domaine d'activité de l'importation en l'état aux banques privées ;
- Transformer par une ingénierie financière adéquate plus de la moitié des banques commerciales publiques en banques d'investissement ;
- Financer les entreprises publiques et privées qui réussissent en plus d'aider à en créer d'autres ;

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie

- Les priorités du secteur financier sont les mécanismes d'affectation des ressources. Il s'agit de mettre en avant les grands préceptes qui guident ces réformes. Le principe numéro1 devrait être le financement prioritaires des entreprises privées et publiques productives efficaces sans aucune discrimination.
- Le second devrait être la mise en place d'une ingénierie managériale pour traiter les entreprises publiques budgétivores de sortes à conserver l'outil de production ...

Pour rentabiliser au mieux les chantiers de modernisation du système bancaire, il devient impératif de remodeler totalement la vision en cours qui consiste à donner les moyens sans exiger de l'efficacité. Il est certain que pour se hisser au niveau souhaité, il convient de travailler dans les directions suivantes sans perdre de vue la relation banque-entreprise et ce grâce à une stratégie réfléchie. Aussi, et afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, les banques doivent entreprendre un certain nombre d'actions.

5.1. Développement des moyens de paiement modernes et augmentations du nombre d'agences bancaires :

Parmi les mesures fondamentales qu'il faut prendre, c'est la mise en place des moyens de paiement modernes ayant pour support les technologies de l'information et de la communication. Le besoin de l'utilisation de ces moyens de paiement modernes : internet, cartes de crédit... se font ressentir à la faveur de l'accroissement des transactions commerciales à l'intérieur comme à l'extérieur.

5.1.1. La modernisation des systèmes de paiements :

Le problème de la réhabilitation des moyens de paiements (chèque, virement, lettre de change, carte de crédit etc.) se pose avec acuité et conditionne la bancarisation de l'économie qui enregistre un déficit croissant dans les circuits de règlement.

Le nombre d'agences bancaires doit également être revu à la hausse, car avec 1650 agences sur un territoire aussi vaste que le nôtre, il devient difficile de bancariser toutes les liquidités qui circulent en Algérie. Aussi, il est nécessaire à notre sens, que la réforme bancaire doit inclure dans son programme une augmentation substantielle du nombre d'agences.

5.2 .La maitrise du contenu des projets :

Le banquier, lorsqu'il analyse un projet, va le faire selon un ensemble de critères quantitatifs et qualitatifs que le dirigeant d'entreprise doit connaître pour pouvoir y répondre. L'observation des dossiers de demande de financement de la part des petites structures, en particulier lors des phases de création, nous ont montré dans le cadre de notre expérience bancaire, une très grande pauvreté en la matière. Aussi, le banquier aura des difficultés d'évaluer correctement le risque qu'il va prendre. Le dirigeant d'entreprise doit s'organiser avec ses équipes pour produire de tels documents.

5.3. Un dynamisme accru en matière de collecte de ressources pour les financements : un autre outil pour une émergence du système bancaire et financier en Algérie

Dans ce cadre, il faut développer les ressources des particuliers par une politique médiatique s'appuyant sur :

- L'ouverture de comptes en dinars et en devises sans restriction ;
- La création de nouveaux services ; Le développement du réseau ; La généralisation de l'utilisation du chèque ;
- Le développement de la monétique (carte de paiement) ;
- Améliorer à tous les niveaux de l'accueil de la clientèle ; L'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des opérations ; La modernisation du patrimoine ;
- Mettre en place une politique de communication en relation avec les objectifs ;
- Le changement de comportement du personnel : Adopter un comportement dynamique et positif ;
- Veiller à tout moment à la rentabilité de leur banque ;
- Maîtriser parfaitement les produits et services vendus, afin d'aller au-devant des besoins du client ; Eliminer les méthodes bureaucratiques ;
- Une politique de crédit plus performante : Il faut orienter le maximum des ressources bancaires vers la création de PME et PMI. Il faut avoir une autre politique de crédit.
- Une communication financière performante.

5.4. L'importance du service conseil bancaire à la clientèle :

L'importance du service conseil bancaire à la clientèle constitue à notre sens une innovation dans le domaine bancaire, car un des rôles essentiels de l'institution financière est de conseiller ses clients et être à leur entière disposition. Malheureusement, ce rôle a été délaissé dans nos banques et institutions financières.

5.5. La gestion de la relation client dans la banque : un instrument managérial promoteur de l'image de marque

Selon (Des Garrets ,2005) le marketing relationnel connaît un engouement certain dans les entreprises de services en Occident depuis plusieurs années ; la banque prend aujourd'hui conscience de son importance pour fidéliser ses clients. La gestion de la relation client permet de répondre à toutes les questions posées.

Parmi les critères qualitatifs faisant partie du processus de décision, nous pensons qu'il ne faut pas sous-estimer la dimension interindividuelle entre le dirigeant d'entreprise et le banquier. Le marketing relationnel connaît un engouement certain dans les entreprises de services en Occident depuis plusieurs années ; la banque prend aujourd'hui conscience de son importance pour fidéliser ses clients. La gestion de la relation client permet de répondre à toutes les questions posées.

5.6. Le rôle des banques étrangères en Algérie :

Il ya lieu d'inciter les banques étrangères installées en Algérie à favoriser le financement de l'entreprise algérienne. On sait que les opérations de commerce extérieur constituent l'essentiel des activités de banques étrangères installées en Algérie. Est-ce seulement pour le pactole des importations générées par les revenus tirés des exportations des hydrocarbures que les banques étrangères s'implantent en Algérie ou pour accompagner réellement l'effort du développement du pays, en accompagnant les entreprises locales pour les besoins de financement ?

Conclusion :

Arrivé à la fin de notre modeste contribution à travers notre article; nous tenterons de mettre en relief nos principaux résultats.

La chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. L'Algérie devrait entreprendre une série de réformes structurelles et le plus tôt

possible qui se complètent et se renforcent mutuellement dans le but d'améliorer le climat des affaires. Globalement les réformes doivent concerner entre autres le système bancaire et financier. Dans une économie de marché, la bourse des valeurs mobilières représente la principale source de financement des entreprises. L'Algérie a pris un retard considérable dans la création et l'organisation d'un tel marché financier. Ce handicap risque de peser lourdement dans la progression du processus de réforme et la relance de la croissance sur les bases saines et durables.

Aussi, dans le contexte de libéralisation en cours de l'économie algérienne, il s'agit pour le secteur financier et bancaire en Algérie de soutenir la relance économique dans tous les secteurs d'activité. Les besoins du marché sont importants. La contribution du volet bancaire et de la bourse des valeurs mobilières est à cet effet primordial. Dans les pays, qui sont pleinement et de longue date établis dans l'économie de marché, le secteur bancaire et financier est organisé pour s'assurer avec les agents économiques (et plus particulièrement les entreprises) des relations étroites, permanentes et multiformes.

Liste Bibliographique:

- ❖ Alary AM, Lalloup I, Stroussi A (2010), Management des organisations. Editions Berti ; Alger
- ❖ Buck JY (2014), Des ressources humaines aux ressources de l'excellence. Editions Afnor ; Paris
- ❖ Biales M, Leurion R, Rivaud JL (2007), L'essentiel sur l'économie. Berti Editions ; Alger
- ❖ Bouzar C (2010), Systèmes financiers : Mutations financières et bancaires et crise. Editions El Amel, Alger.
- ❖ Benachenhou A (2019), L'Algérie, sortir de la crise. El Diwan, Alger.
- ❖ Burlaud A, Thauvron A, Guy Varch et al (2007), Finance. Editions Foucher ; Paris.
- ❖ Carroué L (2015), La planète financière : capital, pouvoirs, espace et territoires. Editions Armand Collin ; Paris.
- ❖ Des Garets V (2005), La gestion de la relation client dans la banque. Ouvrage collectif intitulé : Management de la banque. Coordination Eric Lamarque. Editions Pearson Education ; France
- ❖ Grim N (2012), Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie. Casbah Editions, Alger.
- ❖ Grim N (2009), Algérie, l'interminable transition. Editions Casbah ; Alger.

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie

- ❖ Lakhlef B (2010), Les outils pour bâtir un business plan. Alger-Livres-Editions, Alger.
- ❖ Lakhlef B (2014), Créateur d'entreprise. Dirigeant d'entreprise. Alger-Livre-Editions, Alger.
- ❖ Lamiri A (2013), La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Chihab Editions, Alger.
- ❖ Langlois G, Mollet M (2011), Manuel de gestion financière. Berti Editions ; Alger.
- ❖ Mishkin F, Bordes C, Haut Cœur PC et al (2007), Monnaie, Banque et marchés financiers. Editions nouveaux horizon, Paris.
- ❖ Mekideche M (2008), L'économie algérienne à la croisée des chemins. Editions Dahleb, Alger.
- ❖ Mihoubi. S (1998), L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques. Editions OPU, Alger.
- ❖ Monnier P, Mahier-Lefrancois S(2016), Techniques bancaires. Editions Dunod ; Paris.
- ❖ Nouioua B (2017), Le dinar algérien. Passé et présent. Editions Casbah, Alger.
- ❖ Naas A (2003), Le système bancaire algérien. De la décolonisation à l'économie de marché, Editions Maisonneuve et Laroche ; Paris.
- ❖ Okamba E(2010), La gouvernance. Une affaire de société. Editions L'Harmattan ; Paris
- ❖ Peretti. JM (2015), Un état des ressources humaines dans le contexte algérien. Ouvrage coordonné par le professeur Assya Khat.; Editions Dar El Adib ; Oran
- ❖ Sari C (2011), Algérie et Maroc : Quelles convergences économiques. Editions Cabrera et All Media ; Alger.
- ❖ Taskin L, Dietrich A (2016), Management humain. Bruxelles ; Editions De Boeck, Bruxelles.
- ❖ Wirtz P (2008), les meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise. Editions la découverte ; Paris.